



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/26
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025108-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

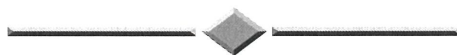
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/26
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025108-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

26 ÉVOLUTIONS DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL - AUTORIS



MESDAMES, MESSIEURS,

Suite à l'engagement d'un vaste chantier de discussions avec l'ensemble des organisations syndicales au sujet de la révision du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) pour la Ville et le C.C.A.S., de nombreuses réunions de travail entre les Administrations et les représentants du personnel se sont tenues depuis mars 2024.

Les objectifs partagés étaient de :

- rendre ce régime indemnitaire plus attractif pour tous les agents et en priorité sur les métiers en tension,
- mieux reconnaître les situations et responsabilités spécifiques,
- valoriser davantage les expertises acquises mises en œuvre.

L'évolution du R.I.F.S.E.E.P. s'est effectuée en deux étapes :

- Une première étape en janvier 2025 concernant la Ville, ciblée sur les métiers en tension de la petite enfance et de la police municipale, pour un coût global annuel de plus de 300.000 €, concernant 197 agents,
- Une seconde étape, à compter du 1er janvier 2026, où il est proposé de mettre en œuvre les mesures suivantes, portant l'enveloppe annuelle globale de revalorisation du R.I.F.S.E.E.P. autour de 1,2 M€ sur l'ensemble des deux entités :
- **Revaloriser la grille R.I.F.S.E.E.P.**

La revalorisation de la grille entraîne une augmentation pour 1695 agents de la Ville et du C.C.A.S., en priorisant les agents au pouvoir d'achat le moins élevé.

Les agents concernés gagneront de 540 € annuels à 240 € annuels.

La nouvelle grille est annexée à la présente délibération.

- **Modifier le règlement en vigueur sur plusieurs points**

La Ville et le C.C.A.S. de Rouen disposent d'un même règlement qui, sur la forme, a été restructuré et dont certaines parties ont été reformulées pour gagner en compréhension des règles appliquées.

Sur le fond, des missions telles que le tutorat et l'intérim ont été valorisées.

La règle de l'intérim a été ainsi assouplie permettant à un agent de percevoir l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.) de l'agent qu'il remplace dès le 31ème jour d'absence en continu pour raisons de santé de celui-ci.

Un complément I.F.S.E. tutorat est créé pour encourager et valoriser l'accompagnement des stagiaires, des services civiques, des agents en immersion ou des travailleurs d'intérêt général.

Les règles relatives à la mobilité ont été réécrites par motif et en tenant compte des situations rencontrées pour plus d'équité dans le traitement de la situation des agents par exemple entre les agents reconnus inaptes à leur poste nécessitant un parcours de transition professionnelle et les agents reconnus inaptes à leur grade qui occasionne une période de préparation au reclassement.

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/26
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025108-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation
à l'occupation du poste



Par ailleurs, il est précisé que les compléments I.F.S.E. éventuellement versés sont cessés à l'occupation du poste et qu'en cas de changement de poste, leur versement cesse.

Enfin, en lieu et place d'un complément I.F.S.E., une indemnité de maniement de fonds d'une régie peut désormais être versée aux agents exerçant les fonctions de régisseurs. Une délibération sera proposée à cet effet lors du Conseil d'Administration du 12 décembre. Il convient donc de supprimer le complément I.F.S.E. à compter du 31 décembre 2025 pour qu'il soit remplacé par l'indemnité de maniement de fonds.

Le nouveau règlement est annexé à la présente délibération.

La Ville de Rouen et son C.C.A.S disposent d'un même règlement relatif au Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.).

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser les évolutions du régime indemnitaire telles que décrites dans le règlement et ses annexes relatif au Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU les Articles L.712-1, L.714-1 et L.714-4 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,

VU le Décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 créant le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.),

VU l'Avis favorable du C.S.T. rendu lors de sa séance du 13 octobre 2025,

VU la grille de fonction et le règlement joints en annexe de la présente délibération, formalisant les évolutions.

CONSIDÉRANT que la Ville a engagé un travail de révision du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.),

CONSIDÉRANT qu'à l'occasion de cette révision, la Ville souhaite revaloriser la grille des montants d'Indemnités de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.),

CONSIDÉRANT que d'autres modifications de fond et de forme sont proposées,

CONSIDÉRANT la nécessité de modifier le règlement R.I.F.S.E.E.P. commun à la Ville et au C.C.A.S. de Rouen.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES,

- augmente l'I.F.S.E. de la grille de fonctions conformément à la grille jointe en annexe de la présente délibération,
- modifie le règlement du R.I.F.S.E.E.P. tel que le règlement joint en annexe de la présente délibération le prévoit,
- DIT que la suppression du complément I.F.S.E. pour les régisseurs ne prendra effet que le 31 décembre 2025,

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025108-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

- DIT que l'indemnité des régisseurs sera versée selon les modalités prévues dans le décret 97 1259 du 29 décembre 1997 et l'instruction ministérielle du 20 avril 2006 qui constituent le fondement et les modalités de la création des régies dans les collectivités locales et leurs établissements, et l'indemnité calculée selon l'arrêté ministériel du 28 mai 1993,
- Précise que la dépense sera imputée au chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés) au compte 6225 ouvert au budget principal et aux budgets annexes.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.